

L'effondrement de la Silicon Valley Bank montre que peu de choses ont changé pour les grandes banques depuis 2008

lundi 13 mars 2023

Article de Branko Marcetic publié sur le site de *Jacobin*

L'effondrement de la Silicon Valley Bank montre que peu de choses ont changé pour les grandes banques depuis 2008

L'effondrement spectaculaire de la Silicon Valley Bank est dû à la corruption, à l'imprudence financière et à de mauvaises décisions. Le sauvetage de la banque fait écho à celui des riches en 2008 et soulève la question suivante : combien de temps encore les Américains vont-ils supporter cette situation ? Combien de temps encore les Américains vont-ils supporter cela ?

De temps à autre, un événement incarne parfaitement tout ce qui ne va pas à une époque. L'effondrement de la Silicon Valley Bank (SVB) est l'un de ces événements, point culminant de nombreuses années d'imprudence financière, de prétention des entreprises et de décisions politiques corrompues. Seizième banque américaine en termes d'actifs jusqu'à il y a quelques jours, l'implosion de la SVB est la deuxième pire faillite bancaire de l'histoire des États-Unis et la pire depuis que les dominos de la crise financière mondiale ont commencé à tomber en 2008. Fondée en 1983, la banque était l'institution financière de référence pour la pléthore de start-ups de la Silicon Valley qui se sont répandues comme une éruption à l'ère de l'argent bon marché, ce qui a été l'un des facteurs de sa chute.

Lorsque les temps étaient bons pour le capital-risque, ils l'étaient aussi pour la SVB, qui servait près de la moitié des entreprises américaines financées par le capital-risque. Les temps ont été particulièrement favorables au cours de la dernière décennie, alors que la Réserve fédérale entamait une ère de taux d'intérêt très bas après la grande récession. L'élite politique et économique avait à l'esprit une croissance atone et un taux de chômage élevé ; des taux d'intérêt bas, pensait-on, signifieraient un coût d'emprunt plus faible, ce qui entraînerait une augmentation des investissements et de la création d'emplois. Les choses se sont gâtées à la suite de la pandémie de coronavirus, lorsque l'inflation a pris le pas sur le chômage en tant que préoccupation politique et économique du moment. La Réserve fédérale a commencé à relever rapidement les taux d'intérêt, de 450 points de base au cours de l'année écoulée. Cette fois, l'idée était qu'en limitant les investissements et en augmentant les dépenses des entreprises et des citoyens ordinaires, la Fed mettrait un frein à la croissance des salaires et aux dépenses de consommation et freinerait l'inflation (même si le président de la Fed, Jerome Powell, a admis que cette stratégie n'affecterait pas les prix des denrées alimentaires et des carburants, deux des domaines dans lesquels les Américains moyens ressentent le plus les effets de l'inflation).

Cela a également eu pour effet secondaire de fermer le robinet du flux incessant de capital-risque qui permettait aux start-ups, même celles qui perdaient de l'argent, de se maintenir à flot, ce qui a contribué à déclencher un ralentissement majeur dans le secteur technologique, entre autres choses. La période de vaches maigres qu'a connue le secteur s'est répercutée sur la SVB, qui s'est soudain trouvée confrontée à une pénurie de ses déposants financés par le capital-risque.

Mais la conséquence la plus périlleuse des hausses de taux de la Fed pour la SVB était le fait qu'elle avait investi massivement dans des obligations d'État — dont les prix ont tendance à baisser lorsque les taux d'intérêt augmentent et vice versa — en partie parce qu'elle n'avait pas grand-chose d'autre à faire de

l'argent que ses clients déposaient auprès d'elle. Selon Adam Tooze, SVB subissait une perte d'au moins 1 milliard de dollars pour chaque hausse de 25 points de base des taux d'intérêt de la Fed, alors qu'elle n'investissait pas du tout dans des couvertures de taux d'intérêt, ce qui la rendait particulièrement exposée à la stratégie de lutte contre l'inflation de M. Powell.

Ce qui a finalement condamné la SVB, c'est que les pertes qui en ont résulté ont provoqué une panique parmi les déposants. C'est en grande partie grâce à Founders Fund, la société de capital-risque du milliardaire d'extrême droite Peter Thiel, qui, après avoir découvert que ses investisseurs avaient du mal à transférer de l'argent sur ses comptes SVB, leur a ordonné de les envoyer dans d'autres banques et avait retiré toutes ses liquidités lorsque la banque a commencé à fondre à la fin de la semaine dernière. À peu près au même moment, une lettre d'information populaire dans le monde du capital-risque mettait en garde contre les problèmes financiers de la SVB, tandis qu'un déposant décrivait la peur qui régnait dans un groupe de discussion composé de plus de 200 cadres du secteur technologique, qui se sont rapidement empressés de retirer leur argent. Un tel comportement a conduit à un « bank run » classique, où toutes les personnes ayant des fonds dans la banque se précipitent pour retirer leur argent en même temps, ce qui la fait s'effondrer.

Tout cela a été rendu possible par la combinaison habituelle du pouvoir des entreprises et de la corruption à Washington. C'est Donald Trump et le Congrès du GOP qui ont annulé en 2018 la loi de réforme financière Dodd-Frank qui, à la demande personnelle du président de la SVB trois ans plus tôt, a ouvert la porte à ce type d'effondrement, en exemptant les banques de la taille de la SVB des mandats de liquidité et des tests de résistance plus fréquents des régulateurs. La SVB ne s'est pas contentée de demander gentiment : elle a également dépensé plus d'un demi-million de dollars en lobbying au cours de ces trois années, employant comme lobbyistes d'anciens collaborateurs du chef de la majorité de la Chambre des représentants de l'époque (et aujourd'hui président de la Chambre), Kevin McCarthy, qui a soutenu avec enthousiasme le retour en arrière.

Bien entendu, les républicains ne sont pas les seuls à blâmer. Dix-sept démocrates ont soutenu la législation, et le représentant Barney Frank — le « Frank » de Dodd-Frank — a joué un rôle essentiel dans l'élimination des critiques progressistes à l'encontre du projet de loi, en insistant sur le fait qu'il ne rendrait pas plus probable une future crise financière, et dont les conseils ont été cités par les démocrates capturés par Wall Street au Sénat et ailleurs, alors qu'ils s'apprêtaient à vider de leur substance les réglementations financières obtenues de haute lutte.

Pire que la façon dont les conseils de Frank ont vieilli, c'est le fait qu'à l'époque, il siégeait au conseil d'administration de la Signature Bank. Cette institution n'a pas seulement bénéficié de l'appui de Frank pour affaiblir sa propre réalisation législative, mais elle vient d'être fermée par les régulateurs après être devenue la troisième plus grande faillite bancaire de l'histoire des États-Unis, afin d'éviter une contagion plus large du système financier — ce qui, selon Frank, ne devait pas se produire.

Pendant ce temps, les surhommes individualistes de la Silicon Valley et de Wall Street se sont transformés du jour au lendemain en pupilles de l'État, exigeant que le gouvernement vienne à la rescousse des riches investisseurs qui risquent de perdre. (Le gouvernement fédéral n'assure les dépôts que jusqu'à 250 000 dollars, ce qui signifie que plus de 85 % des dépôts de la SVB n'étaient pas assurés). Larry Summers, qui vient de s'insurger contre la « générosité déraisonnable des prêts étudiants », nous dit maintenant que ce n'est « pas le moment de faire des conférences sur l'aléa moral, de donner des leçons ou de s'alarmer des conséquences politiques des "sauvetages" », car il a exigé que tous les dépôts non assurés « soient entièrement garantis d'ici à lundi matin ».

Sans surprise, Summers et ses semblables l'ont emporté. Bien qu'ils se soient engagés à ne pas renflouer SVB et Signature, le Trésor, la Fed et la Federal Deposit Insurance Corporation ont invoqué une « exception pour risque systémique » pour annoncer que tous les déposants, même ceux qui dépassent le seuil de 250 000 dollars, « auront accès à la totalité de leur argent » à partir d'aujourd'hui, et qu'ils lanceraient un programme de prêts d'urgence pour les banques afin de s'assurer qu'il en est ainsi.

Certains font ici une distinction avec les fameux et détestés plans de sauvetage de 2008, car cette fois-ci,

les banques ne sont pas sauvées et les contribuables ne paient pas la note (les fonds utilisés pour couvrir les déposants sont constitués de frais prélevés sur les banques). Mais en fin de compte, le gouvernement intervient pour s'assurer que les riches investisseurs et dirigeants ne perdent pas un centime dans cette débâcle, alors qu'ils savaient pertinemment que leurs dépôts n'étaient pas assurés. Même le Wall Street Journal parle d'un « sauvetage de facto ».

Il y a l'injustice évidente, influencée par la richesse, inhérente à tout cela. Une fois de plus, les gros bonnets sont rapidement arrosés d'une pluie d'argent lorsqu'ils sont en difficulté après avoir manqué à leur devoir de diligence. Pendant ce temps, on fait la leçon aux travailleurs sur la responsabilité personnelle et on les oblige à gratter pour se libérer d'une dette écrasante, pour obtenir des protections économiques de base au milieu d'une catastrophe économique et pour recevoir des chèques de relance ponctuels qui couvrent à peine un mois de loyer dans de nombreuses villes.

La question se pose également de savoir quel type d'irresponsabilité cela encouragera à l'avenir. Après tout, les investisseurs viennent de constater (une fois de plus) que le gouvernement fédéral interviendra pour les sauver même si leurs dépôts ne sont pas assurés — quelle que soit l'irresponsabilité de l'institution financière dans laquelle ils plaçaient leur argent, du moment qu'il y a un soupçon d'instabilité financière potentielle plus importante au coin de la rue. La SVB n'est qu'une des nombreuses entités susceptibles de sombrer dans l'instabilité lorsque la banque centrale poursuivra un plan qui, selon les experts, déclenchera une récession, comme l'a déjà montré l'effondrement des crypto-monnaies.

Derrière tout cela, il y a une question : combien de temps encore les gens vont-ils tolérer un tel système ? Un système dans lequel d'énormes quantités de richesses sont détournées à des fins improductives au milieu de crises historiques mondiales, puis gaspillées dans une imprudence spéculative qui a failli faire s'écrouler toute la structure, seulement pour que ceux qui ont l'argent soient parachutés à l'abri tandis que tous les autres restent condamnés à l'austérité. Les premiers renflouements bancaires ont déclenché une cascade de colère populaire qui a irrévocablement façonné le paysage politique du XXI^e siècle, depuis Occupy Wall Street et les campagnes de Bernie Sanders jusqu'au mouvement Tea Party et à la présidence Trump. À quoi cela ressemblera-t-il si ces événements se poursuivent ?

Branko Marcetic est un rédacteur de *Jacobin* et l'auteur de *Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden*. Il vit à Chicago, dans l'Illinois.

[Référence de l'article](#)

—